



ENTRETIEN AVEC LE DIRECTEUR DE LA SECTION AVIATION DE LA MINUSCA, CHARLES ROGER AMOUSSOU

minusca en action

BULLETIN D'INFORMATIONS DE LA MINUSCA | N°92 – MARS 2022



**LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME
FEMMES, EGALITE ET
INCLUSIVITE POUR LA PAIX ET
LE DEVELOPPEMENT**



MINUSCA | UN_CAR | UNMINUSCA | UNMINUSCA | UN_MINUSCA | MINUSCA.UNMISSIONS.ORG

TOUT SAVOIR SUR LES

ACTIVITES DE LA MINUSCA EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

<https://minusca.unmissions.org/>



sommaire

- 04** LA RCA SE JOINT AU MONDE POUR FETER LA JOURNEE INTERNATIONALE POUR LES DROITS DES FEMMES
- 08** **JOURNEE INTERNATIONALE DE LA FEMME** LA MINUSCA FACILITE LA SENSIBILISATION DE 40 FEMMES LEADERS A BANGASSOU
- 10** LES TONTINES AMELIOREES COMME MOYEN DE RENFORCER LA COHESION A BOSSANGOA
- 12** INCITER LES FEMMES DE BOSSANGOA A PARTICIPER PLEINEMENT A LA GESTION DES AFFAIRES PUBLIQUES DE LEUR COMMUNAUTE
- 14** A BRIA, LA MINUSCA SOUTIENT L'AUTONOMISATION DES FEMMES
- 16** LA DIRECTRICE DU SERVICE DE L'ACTION ANTI-MINES DE L'ONU, EN VISITE EN RCA POUR ÉCHANGER SUR LA PROBLÉMATIQUE DES ENGINs EXPLOSIFS
- 18** 80 NOUVELLES MOTOS POUR LES UNITES OPERATIONNELLES DES FORCES DE SECURITE INTERIEURE
- 21** LE CONSEIL NATIONAL DE LA MEDIATION AVEC L'APPUI DE LA MINUSCA INSTALLE SES ANTENNES DANS LES ARRONDISSEMENTS DE BANGUI
- 22** **ENTRETIEN** AVEC LE DIRECTEUR DE LA SECTION AVIATION DE LA MINUSCA, CHARLES ROGER AMOUSSOU
- 25** LA MINUSCA NEUTRALISE DES ROQUETTES NON-EXPLOSEES A BOALI
- 29** LA MINUSCA EFFECTUE DES OPÉRATIONS DE DOMINATION DE ZONE À L'OUEST DE LA RCA

Minusca en action

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Charles Antoine Bambara

RÉDACTRICE EN CHEF
Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

EQUIPE RÉDACTIONNELLE
Biliaminou Alao,
Cynthia Nasangwe

Emmanuel Crispin Dembassa Kette
Correspondants régionaux

PHOTOGRAPHIE
Herve Serefo,
Leonel Grothe

MISE EN PAGE
Francis Yabendji-Yoga

MULTIMÉDIA & WEB
Igor Rugwiza,
Dany Balepe

PRODUCTION
Division de la Communication Stratégique et de l'Information Publique

MINUSCA EN ACTION
#92 - Mars 2022



▲ Ouverture de la cérémonie de la Journée internationale pour les droits des femmes, édition 2022, en présence du couple présidentiel Brigitte et Faustin Archange Touadera et des membres du gouvernement

LA RCA SE JOINT AU MONDE POUR FETER LA JOURNEE INTERNATIONALE POUR LES DROITS DES FEMMES

La Journée internationale pour les droits des femmes, édition 2022, a été officiellement célébrée, le 08 mars à Bangui, en présence du couple présidentiel Brigitte et Faustin Archange Touadera, des membres du

gouvernement et leurs épouses et des deux Représentantes spéciales adjointes du Secrétaire général de l'ONU en République centrafricaine.

Par Emmanuel Crispin DEMBASSA-KETTE

L'évènement était organisé par le ministère de la Promotion du genre, de la protection de la femme, de la famille et de l'enfant, avec l'appui de la MINUSCA et d'autres agences onusiennes.

En République centrafricaine, le thème retenu pour cette journée est « l'égalité du genre pour une participation inclusive au processus de paix et de développement durable ».

Pour la Ministre de la Promotion du genre, de la protection de la femme,

de la famille et de l'enfant, Marguerite Ramadan, « des activités seront menées au niveau de Bangui et à l'intérieur pour conscientiser toutes les couches sociales sur les défis de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes en lien avec les objectifs de développement durable à l'horizon 2030 ».

Quant à la première dame Brigitte Touadera, elle a déclaré que cette journée est une occasion de « faire le bilan des acquis sur le plan social, politique, économique et culturel de la femme centrafricaine et de faire l'évaluation des résolutions adoptées depuis l'instauration de cette journée par l'ONU afin de proposer de nouvelles actions innovantes en tenant compte du contexte actuel ».

De son côté, la Représentante spéciale adjointe du SG de l'ONU, chargée des affaires politiques, Lizbeth Cullity s'est réjouie de la présence du couple présidentiel à cette cérémonie car selon elle, cela montre « l'intérêt que le président accorde à l'égalité entre les femmes et les hommes » avant d'appeler « le gouvernement, les Nations Unies et la société civile à travailler ensemble pour la parité ».

Denise Brown, Représentante spéciale adjointe et coordonnatrice humanitaire, a, quant à elle souligné l'engagement de la MINUSCA et des agences Onusiennes « avec des actions concrètes pour lutter contre les violences faites aux femmes surtout dans un contexte de conflit..., des réponses au niveau médicale, au niveau psycho-social, et au niveau légal ».

La célébration s'est achevée par une visite guidée des stands de vente de produits locaux réalisés par les femmes centrafricaines au siège de l'Organisation des femmes centrafricaines.



▼ ▲ Aperçu des officiels à la cérémonie de la Journée internationale pour les droits des femmes, édition 2022



LA MINUSCA FACILITE LA SENSIBILISATION DE 40 FEMMES LEADERS A BANGASSOU



▲ Photo de famille des participantes à l'issue de l'atelier de sensibilisation au profit de femmes de trois arrondissements de la ville de Bangassou

Un atelier de sensibilisation au profit de femmes de trois arrondissements de la ville de Bangassou s'est déroulé, le 07 mars 2022. Ouvert par le préfet du Mbomou, Pierrette Benguere, il a connu la participation de la MINUSCA.

Par Maelaine Macebingui

Selon le préfet, le moment est plus qu'opportun pour les femmes de réfléchir sur leur participation active à des instances de prise de décision. Pierrette Benguere a indiqué que les femmes sont le plus souvent tenues à l'écart des négociations de paix, exclues des processus de reconstruction et peinent à obtenir justice pour les violations de leurs droits fondamentaux. « On ne compte que 4 femmes seulement sur les 20 préfets en République centrafricaine, sans compter la faible représentativité de femmes au parlement et dans le

gouvernement. Mais Il est avéré que des efforts sont consentis par les autorités politiques pour améliorer les conditions de vie des femmes malgré de nombreux obstacles qui se dressent devant la réalisation de ces objectifs » a-t-elle indiqué tout en encourageant les femmes à se porter candidates pour les élections municipales à venir. « Les femmes soyez motivées pour devenir conseillères municipales cette année » a ajouté Pierrette Benguere.

Cet atelier a permis aux différentes composantes de la MINUSCA parties prenantes de revenir sur le thème international de la journée internationale

de la femme qui porte sur « l'égalité aujourd'hui pour un avenir durable ». Une mention particulière a été mise sur la convention pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et les mécanismes chargés de surveiller l'application de cette convention par les Etats parties. Sur le plan politique, l'accent a été mis sur la participation des femmes dans le processus électoral en République centrafricaine pour la restauration et la conservation d'une paix durable.

Cet atelier de sensibilisation des femmes a été aussi pour la MINUSCA une occasion de rappeler aux femmes présentes tous les aux efforts mis en place pour mener en 2021 des enquêtes de terrain en vue d'évaluer le degré d'implication des femmes et les obstacles quant à leur participation

dans la vie politique dans la préfecture du Mbomou. Les différentes rencontres menées sur le terrain dans le cadre de l'enquête ont permis de faire émerger les barrières sociétales, éducationnelles, financières et les risques sécuritaires auxquelles elles sont confrontées leur engagement socio-politique. « Le tableau ainsi peint, permet à nous femmes leaders de la préfecture de réajuster nos efforts et nous impliquer pour atteindre les objectifs de l'égalité avant 2030 » a souligné Jacqueline KIMOMO suppléante du député de la circonscription de Bangassou 1.

Dans le contexte de préparation des élections locales, la MINUSCA continue d'appuyer les femmes sur les mécanismes de vote, de candidature, et sur la participation aux prises de décisions politico-administratives.

LES TONTINES AMELIOREES COMME MOYEN DE RENFORCER LA COHESION A BOSSANGOA



▲ Des bénéficiaires du programme de Réduction de la violence communautaire lors d'un atelier de formation sur les tontines améliorées et la gestion des caisses de groupements

Dans le cadre de ses activités de sensibilisation, la section Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) de la MINUSCA a organisé, le 23 mars 2022, à l'intention de 50 bénéficiaires dont 30 femmes du programme de réduction de la violence communautaire (CVR), un atelier de formation sur les tontines améliorées et la gestion des caisses de groupements. L'objectif de cet atelier était de former les bénéficiaires aux différentes formes de tontines, à leurs techniques de fonctionnement et de réussite, mais également aux sanctions et procédures judiciaires liées à des cas d'insolvabilité des membres.

Par Sintiche Nahomie Pagnou Tchinda

Au cours de cet échange, la question des tontines améliorées comme levier économique pour la pérennisation des activités génératrices de revenus a été développée par le facilitateur, Denamse Harouna, spécialiste des microfinances et consultant au sein de l'Association villageoise d'épargne de crédit (AVEC).

Denamse Harouna a également évoqué les outils nécessaires de gestion des caisses de ces tontines qui, selon lui, permettent la « traçabilité des fonds de tous les membres » et permettent d'éviter de potentiels conflits. Ainsi, pour l'expert, les différentes formes que prennent les tontines (travaux champêtres,

achats d'ustensiles, partages d'intrants agricoles, et cotisation monétaire, etc.), sont des exemples de solidarité sociale qui permettent de rendre possible l'autonomisation économique de tous les membres.

Pour éviter toute complication liée à cette solidarité mutuelle et volontaire, le Commandant de Compagnie de Bossangoa, le capitaine Donatien Demba, a invité les bénéficiaires à faire preuve de loyauté et de raisonnement lorsque ceux-ci choisissent volontairement de se mettre en association. Il a présenté aux participants les sanctions prévues par le Code pénal centrafricain, notamment en ses articles 175 et 177 qui établissent les

sanctions pénales auxquelles s'expose tout individu ayant commis des délits d'abus de confiance et d'escroquerie au sein d'une tontine ou d'une association.

Cet atelier a été très apprécié par les participants et a conduit à de nombreuses questions sur les sanctions et sur les astuces de financement des projets. Carole, une bénéficiaire d'un projet de réduction de la violence communautaire et membre de la tontine "TOUMBAYERE", a indiqué avoir beaucoup appris et sait désormais quels sont ses droits et les limites à ne pas franchir au sein d'une tontine ». Quant à Charles, un autre participant, il souligne avoir compris qu'"en aucun cas l'argent des membres d'une tontine ne doit servir à résoudre les problèmes de sa famille, même en cas de décès".

Pour terminer, l'officier DDR de la MINUSCA, Clémentine Mukashyaka, a invité les participants, particulièrement les femmes, à travailler de manière solidaire pour rendre viables les activités génératrices de revenus issues du programme de Réduction de la violence communautaire (CVR) et à mettre à profit les enseignements sur la tontine.

Pour rappel, les projets CVR visent à renforcer la cohésion sociale et le vivre-ensemble, rendus fragiles au cours des conflits et des violences communautaires. Ces projets, reposent sur l'idée de pratique et de développement des activités socio-économiques, à travers des formations techniques et professionnalisantes, qui aident à réduire la vulnérabilité sociale des bénéficiaires.

INCITER LES FEMMES DE BOSSANGOYA A PARTICIPER PLEINEMENT A LA GESTION DES AFFAIRES PUBLIQUES DE LEUR COMMUNAUTE



▲ Des femmes de Bossangoa pendant la journée de réflexion sur la participation politique des femmes

Le Bureau Régional de la Division de l'assistance électorale de Bossangoa, dans le cadre de la mise en œuvre de son projet "Mobilisation citoyenne autour des élections locales, a organisé, le 25 mars 2022, une journée de réflexion sur la participation politique des femmes.

Par Rabiadou Diaby

Cette journée de réflexion a connu la participation de 39 personnes représentant toutes les couches féminines de Bossangoa notamment : l'Organisation des femmes centrafricaines, l'Association des femmes de Borro, les femmes leaders des quatre arrondissements de Bossangoa et les fonctionnaires de l'Administration publique.

Les participantes ont été instruites sur les grandes lignes de la résolution 1325 du

conseil de sécurité des Nations Unies, sur la loi de la parité et du quota, sur l'importance de leur participation aux élections locales et les avantages pour la communauté de leur implication et représentation aux instances de prise de décision, notamment du conseil communal ainsi que les conséquences de leur non-participation à la gestion des affaires publiques.

La conseillère du bureau de l'assistance électorale de la MINUSCA à Bossangoa a encouragé les femmes à travailler pour acquérir la confiance en soi,

s'autoformer, s'informer régulièrement sur la situation sociopolitique du pays, participer aux différentes rencontres publiques de leur communauté et vaincre la peur de parler en public.

Une participante a déclaré : la politique a eu trop de conséquence sur ma vie, même pendant la crise et étant dans la brousse, j'étais toujours indexée, ma maison était sous surveillance, cet état de fait a été un motif de découragement pour moi, mais après cette journée, je prends l'engagement de me lancer encore dans la politique et me présenter comme candidate pour ces prochaines élections tout en comptant sur le soutien de mes sœurs.

Dans son allocution, monsieur NDOKOBAN DA-AKONZE René, Secrétaire général de la préfecture a encouragé les femmes à échanger et

partager les expériences pour comprendre l'importance de leur participation aux élections locales et promouvoir une meilleure représentation de celles-ci aux instances de prise de décision du conseil municipal.

Malgré le nombre élevé des femmes et l'existence d'instruments juridiques comme, la loi sur le quota (35%) de femmes sur les listes électorales, seulement 28% de femmes sur 14 députés ont été élues à la faveur des précédentes élections législatives de 2020-2022 dans la préfecture de Ouham et Ouham Fafa. Ce faible taux de représentativité des femmes aux instances de prise de décision contribue à la vulnérabilité des femmes dans la société.

A BRIA, LA MINUSCA SOUTIENT L'AUTONOMISATION DES FEMMES

A Kolaga, à 12 kilomètres de Bria sur l'axe Irabanda, dans la préfecture de la Haute-Kotto, 60 femmes bénéficient d'un appui de la MINUSCA en activités génératrices de revenus. Retournées après la crise de novembre 2019 dans la localité, les femmes de Kolaga sont devenues, depuis le début de cet appui, des actrices socio-économiques dans la vie de leur communauté.

Par Christian Mapendamo

A l'est de la République centrafricaine, les femmes de Kolaga sont un modèle de réussite encourageant, estime le coordonnateur de la section des Affaires civiles de la MINUSCA à Bria, Jean Emile Vincent.

A titre illustratif, à travers les activités de production et de distribution de savons, ces femmes ont largement contribué à la lutte contre la COVID-19 dans leur communauté. Ces activités leur ont également permis d'être indépendantes sur le plan financier, assurant ainsi la survie de leurs familles ; Une raison de plus pour les appuyer et leur garantir une autonomie socio-économique.

Outre l'apprentissage de la saponification, entamée il y a deux ans, l'appui de la MINUSCA s'est aussi matérialisé par la construction de la maison des femmes. Un cadre pour leur permettre de se réunir et de développer d'autres activités génératrices de revenus. « Il y a quelques mois, nous avons également offert des broyeuses d'arachides et de maniocs, pour faire en sorte que les femmes puissent générer des revenus leur permettant de soutenir

leurs familles », a fait savoir Jean Emile Vincent.

Dans le même cadre de l'appui à l'autonomisation socio-économique de la femme, la MINUSCA a distribué, le 10 mars 2022, une trentaine de bêtes d'élevage au groupement féminin de Kolaga. Des intrants agricoles et du matériel aratoire ont également été fournis à ces femmes pour leur permettre d'exercer des activités agricoles.

Elles disposent déjà de 5 hectares de terre mis à leur disposition par les autorités locales pour cette fin.

« Nous sommes fières et très reconnaissantes vis-à-vis de la MINUSCA », a dit la présidente des femmes de Kolaga, Prisca Gisèle Juin. Elle espère tout de même que cet appui pourra continuer.

« La réussite de la femme, c'est aussi la réussite de toute la famille », a indiqué le coordonnateur des Affaires civiles de la MINUSCA à Bria, appelant les hommes à un soutien permanent aux activités des femmes, pour des résultats plus durables. Il a aussi exhorté les femmes à prioriser le volet épargne dans leurs activités, pour plus d'autonomie.

MANKEUR NDIAYE, COMMANDEUR DANS L'ORDRE DE RECONNAISSANCE DE LA RCA

Le Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations Unies en République centrafricaine et chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, a été décoré le 16 mars 2022 par le Président Faustin Archange Touadera. Il a reçu à titre exceptionnel, lors d'une cérémonie à la présidence de la République, la cravate de commandeur dans l'ordre de la reconnaissance centrafricaine. Une reconnaissance pour son action en faveur de la paix dans le pays. A cette occasion, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU a fait un discours d'au revoir dans lequel il est revenu sur certains points qui ont marqué son mandat, notamment la mise en œuvre de l'Accord politique pour la Paix et la Réconciliation. Nommé en République centrafricaine en février 2019, le mandat de Mankeur Ndiaye a pris fin en mars 2022.





▲ Le ministre centrafricain de la défense, Claude Rameaux Biro avec la représentante spéciale adjointe du Secrétaire général de l'ONU, Lizbeth Cullity la Directrice intérimaire du Service de l'action anti-mines de l'ONU, Ilene Cohn

LA DIRECTRICE DU SERVICE DE L'ACTION ANTI-MINES DE L'ONU, EN VISITE EN RCA POUR ÉCHANGER SUR LA PROBLÉMATIQUE DES ENGINES EXPLOSIFS

En visite en République centrafricaine (RCA), du 27 février au 4 mars 2022, la Directrice intérimaire du Service de l'action anti-mines de l'ONU, Ilene Cohn, a rencontré successivement, l'ambassadeur du Cameroun, le ministre centrafricain de la défense et le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en RCA pour échanger sur la problématique des engins explosifs dans le pays.

Par Crispin Dembassa-Kette

sur les contingents et leur travail sur le terrain », a déclaré l'ambassadeur camerounais, Nicolas Nzoyoum après les discussions avec Ilene Cohn.

La directrice du Service de l'action anti-mines de l'ONU était accompagnée de la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général de l'ONU, Lizbeth Cullity.

A l'issue de la rencontre avec le ministre centrafricain de la défense, Claude Rameaux Biro, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général de l'ONU, Lizbeth Cullity a affirmé qu'ils ont discuté de « la collaboration dans l'avenir mais surtout de la problématique d'engins explosifs qui prend de plus en plus de l'ampleur et a déjà causé la mort de 30 personnes dans le pays », avant d'ajouter que les échanges ont aussi porté sur la manière dont le Service de l'action anti-mines de l'ONU peut être utile pour le gouvernement, les Forces armées centrafricaines, et les Forces de sécurité intérieure face à cette situation.

Sur ce point, Ilene Cohn a renchéri que son institution est capable de soutenir par la formation et la planification d'une réponse qui peut aider les Forces armées centrafricaines et les Forces de sécurité intérieure à mieux se protéger pour qu'ils puissent mieux protéger les communautés.

« Le processus politique aussi peut être paralysé par cette menace, tout comme les élections locales qui commencent bientôt. Donc nous aimerions aider le ministre de la défense avec la formation et les équipements qu'il faut pour faire face à cette menace », a-t-elle ajouté.

Enfin, Ilene Cohn a déclaré qu'il s'agissait de voir « comment soutenir la Mission à faire face à la problématique d'engins explosifs ...qui ont paralysé le travail de la mission, des humanitaires et des forces nationales de sécurité et comment soutenir les autorités ».

Selon elle, l'entretien a aussi porté sur la question de l'embargo sur les armes et la gestion des armes et des munitions.

« Nous avons échangé sur la situation qui prévaut en RCA, la présence de la Minusca, le rôle du Cameroun et notamment sur ces mines qui font leur apparition sur le théâtre centrafricain et leur impact

80 NOUVELLES MOTOS POUR LES UNITES OPERATIONNELLES DES FORCES DE SECURITE INTERIEURE



▲ Le cérémonie de remise officielle des moyens roulants en présence du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, et de différents ministres centrafricains

La gendarmerie, la police nationale et l'Unité spéciale anti-fraude de la République centrafricaine (RCA) ont réceptionné, le 11 mars 2022 à Bangui, 80 motos pour leurs différentes opérations de terrain. La cérémonie de remise officielle de ces moyens roulants a été présidée par le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, en présence de différents ministres centrafricains.

Par Mazalo Agba, UNPol

D'un cout global de plus de 103 millions de francs CFA, financé par la MINUSCA à travers sa composante Police, cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'appui de la Mission aux Forces de sécurité intérieure (FSI) pour l'amélioration de leurs capacités opérationnelles. Dans son allocution le Représentant

spécial du Secrétaire général et Chef de la MINUSCA a remercié la composante Police pour son rôle dans l'exécution du Mandat de la MINUSCA en RCA et a rappelé que la communauté internationale remplira sa part de responsabilité dans la restauration de la paix et de la sécurité dans le pays. « Cette remise officielle de motos, participe pleinement à la politique sécuritaire et

de la volonté politique du gouvernement à prendre en charge les préoccupations légitimes des populations en matière de sécurité à travers les efforts de restauration et d'extension de l'autorité de l'Etat sur tout le territoire centrafricain », a dit Mankeur Ndiaye.

« La MINUSCA soutient pleinement le gouvernement dans ses efforts. Ce projet est le résultat de la rencontre entre la volonté politique ferme du gouvernement de restaurer l'autorité de l'Etat et l'engagement de la MINUSCA à s'investir avec constance dans le soutien au déploiement des FSI et à la préservation de l'intégrité territoriale dans le cadre de la lutte contre l'exploitation illégale et le trafic illicite des ressources naturelles »,

a ajouté le chef de la MINUSCA. « Monsieur le ministre, c'est également l'occasion pour moi d'annoncer l'engagement de la MINUSCA à accompagner la distribution de quelques-unes de ces motos dans certaines localités difficiles d'accès avec nos appuis logistiques par vol cargo pour leur acheminement dans les villes de Birao, Obo, Bria et Ndele afin de permettre aux bénéficiaires d'en faire une utilisation rapide au bénéfice des populations », a conclu le Représentant spécial du Secrétaire général.

Bertrand Arthur Piri, ministre de l'Energie et des ressources hydrauliques représentant le ministre des Mines et de la Géologie a pour sa part, déclaré que :



▲ Remise de clef de moto par le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, au ministre de la Sécurité Michel Nicaise NASSIN

« La présente cérémonie témoigne de la volonté de la MINUSCA d'accompagner sans relâche le gouvernement centrafricain qui s'est fixé comme objectif le relèvement économique, la lutte acharnée contre la fraude illicite de nos pierres et métaux précieux et l'exercice des activités minières conformément aux dispositions des textes en vigueur. Ces motos avec leurs accessoires permettront véritablement à l'Unité spéciale anti-fraude d'être opérationnelle dans la lutte contre la fraude et la contrebande dans le secteur minier en Centrafrique ».

Le ministre de la Sécurité Michel Nicaise NASSIN, a quant à lui, exprimé ses vifs remerciements à l'endroit de MINUSCA pour son soutien indéfectible au renforcement des capacités des FSI et a promis de faire bon usage de ces motos.

« C'est pour moi, une nouvelle occasion de saluer les efforts de la communauté

internationale pour soutenir et moderniser les Forces de sécurité intérieure. Ce don de 80 motos à destination des Unités de police et de gendarmerie déployées en provinces participe au renforcement de leur moyens de mobilités pour pouvoir mieux accomplir leur mission de protection des personnes et de leurs biens et je remercie la MINUSCA de cette aide précieuse », a dit le ministre de la Sécurité.

« Je me tourne encore une fois vers vous partenaires techniques et financiers, pour vous demander de poursuivre vos efforts avec nous, pour nous accompagner dans le déploiement et le renforcement des capacités opérationnelles. Les besoins sont immenses en termes de rénovation ou de construction des infrastructures, de moyens de transmission et de mobilité », a-t-il ajouté.

La cérémonie a été clôturée par la remise symbolique des clés et la signature des actes de remises.

ILS ONT DIT

« J'aimerais relever le consensus de tous les partenaires internationaux, autour de la volonté souveraine des plus hautes autorités nationales de privilégier la recherche d'une solution politique durable à la crise à travers la mise en œuvre effective de l'APPR durable.

Nous avons été à l'écoute de critiques objectives de populations et leaders dans la quête continue de solutions toujours mieux adaptées aux besoins de l'Etat et des communautés qui sont les bénéficiaires directs de notre mandat dans le respect de la doctrine du maintien de paix. »

Extrait du dernier discours du Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, lors de la cérémonie de sa décoration par le Président Faustin Archange Touadera le 16 mars 2022.

LE CONSEIL NATIONAL DE LA MEDIATION AVEC L'APPUI DE LA MINUSCA INSTALLE SES ANTENNES DANS LES ARRONDISSEMENTS DE BANGUI

Le Conseil National de la Médiation (CNM) appuyé par la MINUSCA a lancé, le 07 mars 2022, une série de sensibilisations et de formations, suivie de l'installation de ses points focaux dans les arrondissements de Bangui. Le premier arrondissement a été la première étape de cette série.

Par Emmanuel Crispin DEMBASSA-KETTE

Les conseillers municipaux du premier arrondissement de la ville de Bangui, les membres de la société civile et des représentants du ministère de l'administration territoriale ont participé à cette cérémonie de lancement présidée par le Médiateur de la République Laurent Ngon Baba ; avec à ses côtés, la cheffe adjointe de la MINUSCA, Lizbeth Cullity et le Président de la délégation spéciale de la ville de Bangui, Emile Gros Raymond Nakombo.

Cette activité s'inscrit dans le cadre du projet du renforcement des capacités du Conseil National de la Médiation pour exécuter ses missions en lien avec la restauration et l'extension de l'autorité de l'Etat, la réconciliation nationale et la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine. Lequel projet a été lancé le 08 février 2022. Il vise à travers cette phase à former et sensibiliser les acteurs locaux sur le dialogue et la concertation dans la résolution des différends, et les installer ensuite dans les différents arrondissements.

« L'installation des antennes régionales avec la désignation des points focaux dans les différents arrondissements de Bangui garantira le lien entre

l'institution et la population, favorisant ainsi la promotion du dialogue, de la concertation et du vivre ensemble » a affirmé Lizbeth Cullity.

Faisant le lien avec les comités locaux de paix et de réconciliation ou sont intégrés les chefs de quartiers et les associations de jeunes et de femmes, Emile Gros Raymond Nakombo, le président de la délégation spéciale de la ville de Bangui a déclaré de son côté que « cette stratégie d'affecter des points focaux à la base vient compléter le dispositif mis en place dans les arrondissements pour faciliter la communication et la médiation au sein des populations ».

Pour sa part, le Médiateur de la République a d'abord adressé ses remerciements à la MINUSCA « qui ne ménage aucun effort pour accompagner l'institution dans sa lutte pour le retour de la paix et de la réconciliation par le dialogue », avant d'appeler les futurs points focaux à s'engager « effectivement à assurer le relais entre le conseil national de la médiation et la population dans les différentes circonscriptions administratives. »

ENTRETIEN AVEC LE DIRECTEUR DE LA SECTION AVIATION DE LA MINUSCA, CHARLES ROGER AMOUSSOU

Dans le cadre de la mise en œuvre du mandat de la MINUSCA en République centrafricaine, la Mission dispose d'une Section d'aviation afin d'appuyer les différentes activités de manière efficace sur une vaste partie du territoire. Le directeur de cette Section, Charles Roger Amoussou, nous parle des activités et de la flotte dont dispose cette Section et des défis majeurs auxquelles elle fait face.

Par Cynthia Nasangwe / Constantin Ngoutendji

Charles Roger Amoussou, bonjour pouvez-vous nous parler un peu du rôle du Service d'aviation de la MINUSCA ?

Charles AMOUSSOU : Je vous remercie de vous intéresser à la Section de l'aviation de la MINUSCA qui est une Section majeure dans l'accomplissement du mandat de la MINUSCA. En effet, sans l'aviation dans une zone aussi forestière, il est difficile que le mandat de la mission soit accompli de manière efficace et dans le temps.

Nous avons comme mission d'assurer le transport du personnel et la rotation interne des troupes dans les différents secteurs. Il convient aussi de signaler que dans notre mandat, nous aidons le gouvernement à travers le déploiement des Forces armées centrafricaines quand ils ont des missions importantes ou quand ils ont des affectations en groupe. Nous faisons des évacuations sanitaires ; nous transportons aussi les frets. Notre personnel travaille sans relâche ; ici, à l'aviation, nous n'avons ni de samedi ni de dimanche. C'est ce que je peux dire sur les missions essentielles de l'aviation et nous le faisons concomitamment avec nos collègues de Control des Mouvements.

De combien d'avions disposez-vous aujourd'hui pour la mise en œuvre des différentes activités de la mission à travers le pays ?

Je peux vous dire que nous disposons de deux catégories d'aéronefs. Nous avons des aéronefs à voilure fixes qui sont des avions et des aéronefs à voilure tournante, qui sont des hélicoptères. Nous avons par exemple cinq types d'avions et 13 hélicoptères. Dans notre flotte nous avons un Antonov

114, deux L410, un Dash8 et un Antonov 26. Nous avons 13 hélicoptères et un seul commercial, les autres sont des hélicoptères militaires. Trois sont basés à Bouar avec le contingent du Bangladesh et trois à Bria avec les Sri lankais et en principe, trois devraient être déployés à Kaga-Bandoro, mais tel n'est pas le cas, pour le moment parce que, les infrastructures ne sont pas encore en place. Le commandant de la force a décidé, dans le cadre des évacuations en urgence, d'envoyer un en standby pour les évacuations médicales et pour les opérations militaires d'urgence. Donc on a un pour le moment à Kaga-Bandoro et les deux autres se trouvent à Bangui en attendant leur déploiement, quand les infrastructures seront mise en place à Kaga-Bandoro. Au-delà de cela, nous avons reçu récemment, fin octobre, trois hélicoptères militaires du détachement de l'aviation militaire de Tunisie. Ils sont basés à Bangui.

Disposez-vous du personnel adéquat pour accomplir tout le travail ?

Nous disposons de personnels qui travaillent dans différentes fonctions. Nous avons du personnel administratif chargé du budget, nous avons du personnel qui se charge de répertorier combien d'heures nous avons volé, du suivi des contrats que nous avons avec les opérateurs aériens et de toute la documentation aérienne, du personnel qui s'occupe de l'assurance qualité parce que dans l'aviation, c'est très important ; ceux-là sont comme nos gendarmes, et nous avons le personnel chargé de la gestion des tarmacs. Ceux-là nous aident à mettre les passagers et le cargo à bord des avions avec l'assistance de nos collègues de Control des mouvements. Nous avons aussi du personnel

chargé de la planification des vols parce que dans l'aviation, il faut tout planifier, et ceux-là sont le cœur de l'aviation. Nous pouvons également compter sur les spécialistes de la météorologie, qui informent les équipages du temps qu'il fait. Et c'est à eux de décider de voler ou bien de ne pas voler, d'annuler le vol ou bien de retarder le vol. C'est vrai que ces termes-là ne plaisent pas tellement à nos clients, à nos collègues.

Appuyez-vous seulement la MINUSCA ou d'autres partenaires, notamment les humanitaires ?

De temps en temps, il nous est demandé d'assister les partenaires comme les membres du gouvernement et les Forces armées centrafricaines et quelquefois, il nous arrive aussi de faire des évacuations sanitaires au profit des populations. Ce n'est pas nous qui décidons, c'est notre hiérarchie qui nous donne des instructions. C'est

vrai que quelquefois, c'est un peu difficile parce que les terrains que nous avons c'est à dire les aires de posé, de décollage et d'atterrissage ne sont pas au bon niveau c'est pour ça que je profite de votre micro pour féliciter nos collègues de l'ingénierie qui font du bon boulot et qui resurfacent ces terrains pour nous, parce que la plupart des terrains d'atterrissage ici sont en latérite et vu que dans ce pays nous avons près de six à sept mois de pluie, les intempéries ont des effets négatifs sur les terrains et quelquefois, les pilotes refusent de partir parce que l'état des terrains n'est pas bon.

On a aussi un soutien de nos partenaires, qui nous appuient de temps en temps. C'est le cas de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar et l'Autorité nationale pour l'aviation civile à qui nous demandons aussi conseil et qui nous aident à avoir les différentes autorisations de survol et d'atterrissage et dans le cadre du bon déroulement de nos missions.

Vous avez démarré la construction d'un terminal sur une partie du tarmac de l'aéroport Bangui M'Poko. Dites-nous en plus sur cette activité

...

En effet, c'est un grand projet dans lequel la MINUSCA a investi beaucoup d'argent et je crois que selon les estimations à partir de juillet, nous allons commencer à utiliser notre propre terminal à l'aéroport, comme ça, nous pourrions désengorger l'aéroport international de Bangui, qui a déjà tant d'avions.

Plusieurs incidents ont déjà eu lieu du fait de la petitesse du tarmac, dès que





▲ Lecture de la cartographie numérique pour la planification de vol par un personnel de la Section d'aviation

nous aurons notre propre terminal, je crois que ce problème sera résolu et nos avions seront stationnés à un endroit précis sous notre contrôle. C'est un projet d'envergure parce que la MINUSCA n'a pas vocation à rester définitivement dans ce pays et nous allons laisser ce joyau au gouvernement de la République centrafricaine.

Est-ce que vous allez étendre ce genre d'initiative dans les villes à l'intérieur du pays ?

Cela va de soi et comme je vous l'ai dit, très régulièrement, au moins deux ou trois fois par an, nous réhabilitons des pistes de l'intérieur du pays. En dehors de Bangui, il n'y a que Berberati où la piste de l'aérodrome est asphaltée, toutes les autres pistes sont en latérite et en saison des pluies, il pleut abondamment ici, après deux ou trois mois on doit refaire des travaux ; vous imaginez un peu l'effort qu'on fait pour réhabiliter une piste de 1800 à 2000 mètres ; c'est beaucoup de travail à faire et c'est pour cela que je réitère encore mes encouragements à nos collègues de l'ingénierie pour leur travail formidable. Dès lors que les pilotes, de leur retour de mission nous disent que telle piste n'est plus appropriée, aussitôt, nous le disons à l'ingénierie et ils font la réhabilitation.

Parlez-nous du fret, que transportez-

vous essentiellement dans ce domaine ?

Nous transportons du matériel pour la mission et des effets pour le personnel de l'ONU. Par exemple les collègues basés en préfectures, quand ils reviennent des congés, ils amènent leurs effets personnels ou quand l'administration de la MINUSCA veut envoyer du matériel pour équiper les bureaux dans les préfectures ; nous transportons tout ce qui est transportable, même les véhicules, nous transportons toutes choses capables d'être transportées. Nous sommes là pour assister tout le monde, tant que c'est dans la régularité, dans le cadre professionnel, dans le cadre de la sûreté de la sécurité des vols.

Que représente l'aviation pour cette mission ?

Par an nous effectuons près de 8000 heures de vol et près de 5000 sorties. Nous transportons des troupes, nous faisons des vols réguliers, nous transportons des délégations. Il est vrai que l'on pourrait faire mieux si on avait suffisamment d'avions, mais on ne peut pas avoir tout, donc avec ce que nous avons, nous essayons d'assurer et d'accomplir le mandat de la MINUSCA.

LA MINUSCA NEUTRALISE DES ROQUETTES NON-EXPLOSEES A BOALI

Les démineurs de la Compagnie indonésienne de Génie de la MINUSCA et l'Unité d'action anti-mines des Nations Unies (UNMAS) ont procédé, le 19 mars 2022, dans la commune de Boali, à la destruction de roquettes non-explosées, découvertes par une équipe du ministère des télécommunications. À la demande des autorités centrafricaines, la MINUSCA a dépêché sur place des équipes spécialisées de la Force en la matière.

Par Lieutenant-Colonel Abdoul Aziz OUEDRAOGO



▲ Les démineurs de la Compagnie indonésienne de Génie de la MINUSCA se préparent à détruire les roquettes trouvées à Boali

Boali, 95 km au nord-ouest de Bangui, dans le cadre du projet de la dorsale à fibre optique d'Afrique centrale, une équipe du ministère des télécommunications fait la découverte de roquettes non explosées, stoppant ainsi les travaux engagés depuis quelque peu, dans diverses localités de la République centrafricaine, avec pour

but le désenclavement numérique du pays.

À la demande des autorités centrafricaines, lors d'une réunion avec le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Mankeur Ndiaye, et en concertation avec le Commandant de la Force, le Général Daniel Sidiki Traore, une équipe est envoyée en reconnaissance sur les



▲ Operation de déminage en cours à Boali

lieux le 18 mars 2022, afin d'évaluer la situation.

Une intervention pour permettre la poursuite des travaux de pose de la fibre optique

Dès le lendemain, une équipe composée de spécialistes en neutralisation d'engins explosifs de la compagnie indonésienne du génie et d'un expert du service de l'action antimines de l'ONU retournent à Boali. Objectif, détruire les roquettes trouvées afin de permettre la reprise des travaux d'installation de la fibre optique.

Claude KODJO, expert du Service de l'action antimines des Nations Unies nous explique : « Avec la Force nous travaillons toujours main dans la main. Nous apportons un appui technique, des conseils et nous assurons la coordination avec les autorités nationales pour la réussite de ce genre d'action ».

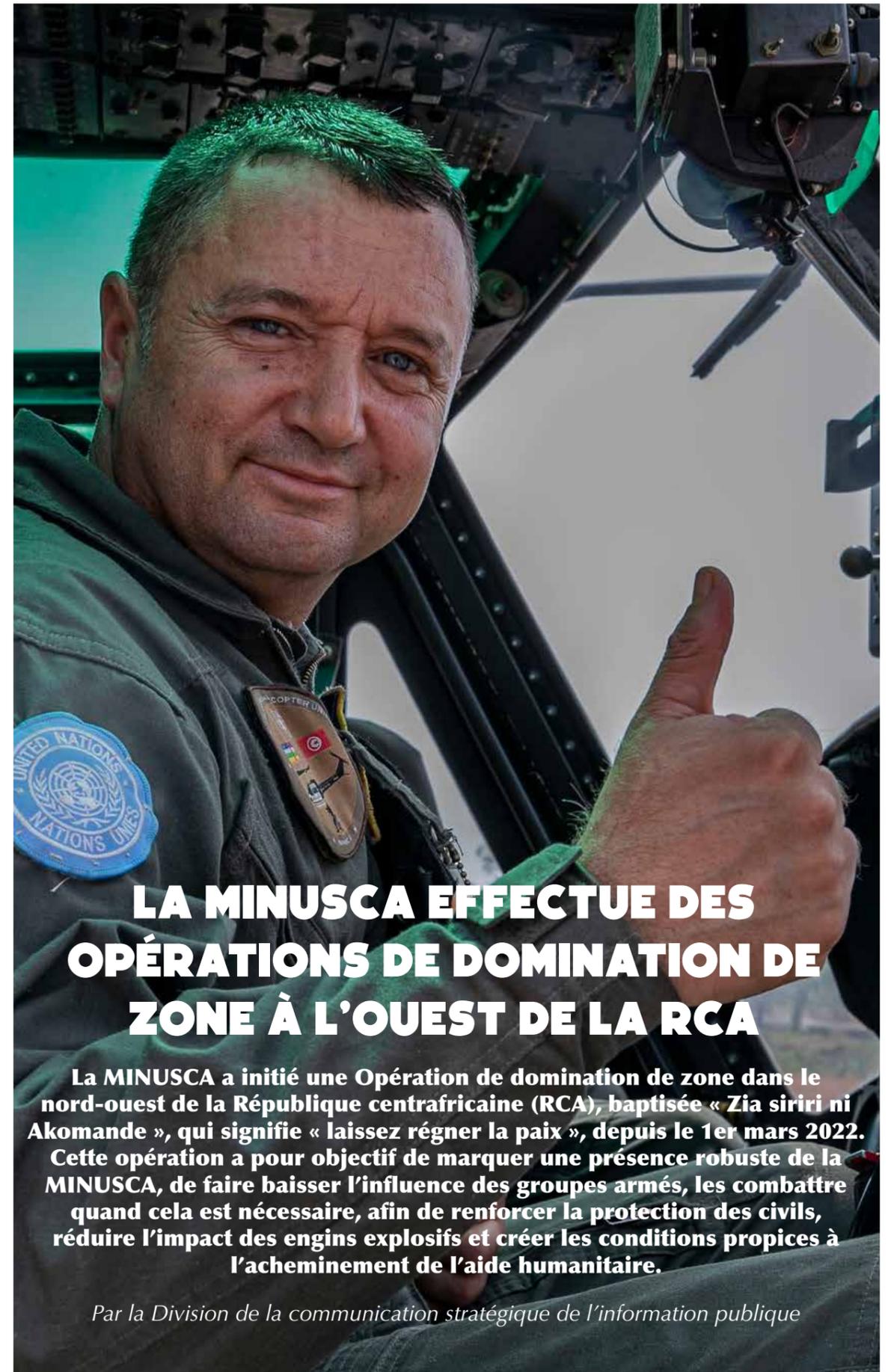
La sécurité est le maître-mot dans ce genre d'intervention très sensible car la moindre erreur peut être fatale. Au fur et à mesure que le périmètre de sécurité se met en place, le spécialiste choisit pour l'intervention se prépare et une autre équipe s'occupe du matériel.

Une trentaine de minute plus tard, la délicate opération peut commencer :

Le démineur s'avance, franchit le ruban de sécurité et débute son intervention par des gestes délicatement exécutés. Plusieurs minutes s'écoulent, les échangeant radios confirme l'imminence de l'explosion. Un signal sonore retentit, au loin une détonation se fait entendre puis on aperçoit une fumée. L'opération de neutralisation est terminée.

Le capitaine S. FIRDAUS, chef des équipes des engins explosifs de la Compagnie de Génie indonésienne est très satisfait du déroulement de l'activité. « Nous nous sommes rendus sur les lieux avec un agent du ministère des télécommunications pour un repérage. Ensuite, nous avons préparé avec précaution la destruction qui s'est déroulée sans incident. Maintenant la zone est claire et sécurisée et les travaux peuvent se poursuivre. Nous disposons des capacités et du savoir-faire nécessaires pour intervenir, comme nous avons eu à le faire à plusieurs reprises dans d'autres localités », a déclaré le capitaine S. FIRDAUS.

A l'issue de l'opération, les Casques bleus indonésiens présents effectuent un petit ratissage pour s'assurer que rien n'a été oublié, le cordon de sécurité est levé et la vie peut reprendre son cours.



LA MINUSCA EFFECTUE DES OPÉRATIONS DE DOMINATION DE ZONE À L'OUEST DE LA RCA

La MINUSCA a initié une Opération de domination de zone dans le nord-ouest de la République centrafricaine (RCA), baptisée « Zia siriri ni Akomande », qui signifie « laissez régner la paix », depuis le 1er mars 2022. Cette opération a pour objectif de marquer une présence robuste de la MINUSCA, de faire baisser l'influence des groupes armés, les combattre quand cela est nécessaire, afin de renforcer la protection des civils, réduire l'impact des engins explosifs et créer les conditions propices à l'acheminement de l'aide humanitaire.

Par la Division de la communication stratégique de l'information publique

Dans la 2e phase de cette opération, une mission de reconnaissance aérienne, de même qu'un appui aux troupes au sol, ont été effectués du 19 au 21 mars 2022 par les Casques bleus de la MINUSCA sur l'axe Bossangoa-Markounda ainsi que sur l'axe Batangafo-Bouca. Cette mission, intervenue à la suite d'une attaque commise par les groupes armés sur l'axe Bouca-Batangafo, avait nécessité l'engagement de deux hélicoptères armés de l'Unité d'aviation tunisienne. Une reconnaissance aérienne à très basse altitude a été effectuée, en même temps que des Unités évoluaient sur l'axe, dans le but de détecter toute présence d'éléments armés et d'empêcher leurs actions.

Le Colonel Major Mohamed Tellili, Commandant de l'Unité des hélicoptères de l'armée tunisienne de la MINUSCA, a indiqué que cette mission de reconnaissance vise à sécuriser la zone et protéger la population : « C'est une mission d'appui aux Forces terrestres dans le secteur Ouest. Et comme vous le savez, dans ce secteur, parfois il y a des perturbations. Donc, on utilise nos hélicoptères pour appuyer les Forces terrestres. Le but est de sécuriser la zone et protéger la population dans la partie Ouest de la RCA ».

L'une des actions prioritaires de cette opération concerne la ville de Bossangoa et ses environs, dans la préfecture de l'Ouham. Dans le cadre de cette mission de domination de zone, une patrouille motorisée et pédestre, composée de Casques bleus tanzaniens, bangladais et camerounais, a été effectuée à l'ouest et à l'est de la ville de Bossangoa, sur l'axe de Bozoum à 35 km de la ville. En plus de cette patrouille, des survols de reconnaissance ont été faits sur plusieurs villes telles que Markounda, Bele, Kouki, Nana Bakassa, Maiticoulou



et Sabo, pendant une semaine par l'aviation tunisienne déployée à cet effet à Bossangoa.

Au cours de ces patrouilles, les unités de la Force de la MINUSCA se sont entretenues également avec la population afin de connaître leurs préoccupations, et plus particulièrement

de s'enquérir de la situation sécuritaire dans la zone. Le commandant du peloton bangladais a expliqué que les Casques bleus en patrouille ont ainsi appris que le manque d'installations médicales et l'inaccessibilité ou éloignement des écoles étaient au cœur de leurs problèmes. « Nous les avons informés que ces questions seraient

portées à l'attention du siège de la MINUSCA, ainsi que du gouvernement de la République centrafricaine », a-t-il indiqué. Afin de pallier ce cri de cœur des populations, de nombreuses actions civilo-militaires, au nombre desquels des campagnes de consultations gratuites, des réhabilitations de routes, une distribution quotidienne d'eau potable,



Bossangoa : séance de reconnaissance cartographique des zones de survole par les pilotes de l'Unité des hélicoptères de l'armée tunisienne

des dons de fournitures scolaires et d'équipements sportifs ont été faits par des Unités de la Force.

L'opération de domination de zone s'est poursuivie dans le secteur Ouest à Bocaranga

Dans le cadre de l'opération conjointe de domination de zone, le commandant de la Force de la MINUSCA, le général de corps d'armée Daniel Sidiki Traoré, accompagné de son adjoint et du Commandant du secteur Ouest, a effectué une visite de terrain à Bocaranga, une ville située dans la préfecture de Ouham-Pendé, à 510 km de Bangui, le 24 mars 2022.

Au cours de cette mission pour évaluer et encourager les Casques bleus Bangladais et portugais engagés sur le terrain, le Commandant de la Force, le Général Daniel Sidiki Traoré, a appelé la population à partager les informations, car elle connaît mieux la réalité sur le terrain : « Je lance aussi un appel à la population pour partager avec nous des informations nécessaires, vous savez

que pour avoir une bonne action sur le plan opérationnel, il faut être bien renseigné. C'est vrai, nous avons des capacités, mais le meilleur moyen de renseignement, c'est la population, puisque c'est elle qui vit sur le terrain, c'est elle qui connaît ses réalités, c'est elle qui subit les affres de la guerre et de la violence ».

Au-delà de l'objectif de réduction de la force de nuisance des groupes armés, cette opération vise aussi à apporter une assistance aux populations qui en ont besoin. Ainsi, des activités civilo-militaires sont régulièrement menées par les contingents déployés dans la zone d'intervention, au profit de la population. Notamment, à l'occasion de la visite du Commandant de la Force, les élèves de l'école primaire de Bokongo et Badok, deux des villages de Bocaranga, ont bénéficié d'un don de jouets et de plus de 300 kits scolaires. Ce don a été fait par les Casques bleus de la force de réaction rapide portugaise.

Un geste vivement apprécié par le Secrétaire général de la Mairie de Bocaranga, Naah Elisée : « Ce geste



▲ Survol de la ville de Bouca en hélicoptère

symbolique de la MINUSCA, nous satisfait, puisque nos enfants travaillent ici sans cahiers, crayons, Bics et autres, et que si la MINUSCA pense à nous pour devoir distribuer les kits pour nos enfants, c'est beaucoup. Donc nous remercions beaucoup la MINUSCA pour ce geste ».

Toujours dans le cadre de cette opération, les Casques bleus bangladais ont, au cours d'une campagne médicale, offert des soins médicaux gratuits aux populations du village Badock. Les soins ont porté sur une distribution de vitamines aux enfants ainsi que de médicaments contre les problèmes gastriques, et aussi des soins spécialisés aux femmes avec une médecin gynécologue du contingent bangladais. Une action salubre pour ce village confronté à un manque d'infrastructure sanitaire et d'eau potable.

La population s'est dit rassurée par les patrouilles de la MINUSCA, à l'image de

Iyo Feikoumon, un habitant du village Doyi, près de Bossangoa. « En ce qui me concerne, je ne peux que dire merci par rapport à cette patrouille faite par la Force de la MINUSCA. C'est une bonne manière d'empêcher les ennemis de la paix dans notre région afin que la paix revienne nous permettant de circuler librement », a-t-il déclaré.

Même son de cloche pour Justine Moedenamsset, résidente dans la ville de Youwa : « Ce sont les Casques bleus, ils font la patrouille pour le bien de la population, je suis très contente; je les remercie de ce qu'ils sont en train de faire. », indique-t-elle, sourire aux lèvres et regard tourné vers la colonne de Casques bleus qui effectue une patrouille pédestre et motorisée.

L'opération de domination de zone est entrée dans sa phase 3, comme l'a indiqué le porte-parole de la Force, le lieutenant-colonel Abdoul Aziz Ouédraogo. « Début avril, dans la zone



Survol hélicoptère d'un convoi de la MINUSCA sur l'axe Bouca-Batangafo

de Bocaranga, les bataillons tanzaniens et bangladais ont conduit une patrouille conjointe à Tao-Nzoro-Bezere. Les Casques bleus portugais, quant à eux, ont mené une patrouille conjointe avec la Police de la MINUSCA, UNPOL et les Forces de sécurité intérieure dans les alentours de Bocaranga, avant de se rendre avec le bataillon bangladais à Pakale, puis de dominer l'axe Letele-Ndim jusqu'à Ngaoundaye, en passant par Mann», a-t-il déclaré lors de la conférence de presse hebdomadaire de la MINUSCA du 6 avril 2022. « Comme vous pouvez le constater, le nombre d'incidents et d'attaques dans la zone a drastiquement diminué depuis quelques

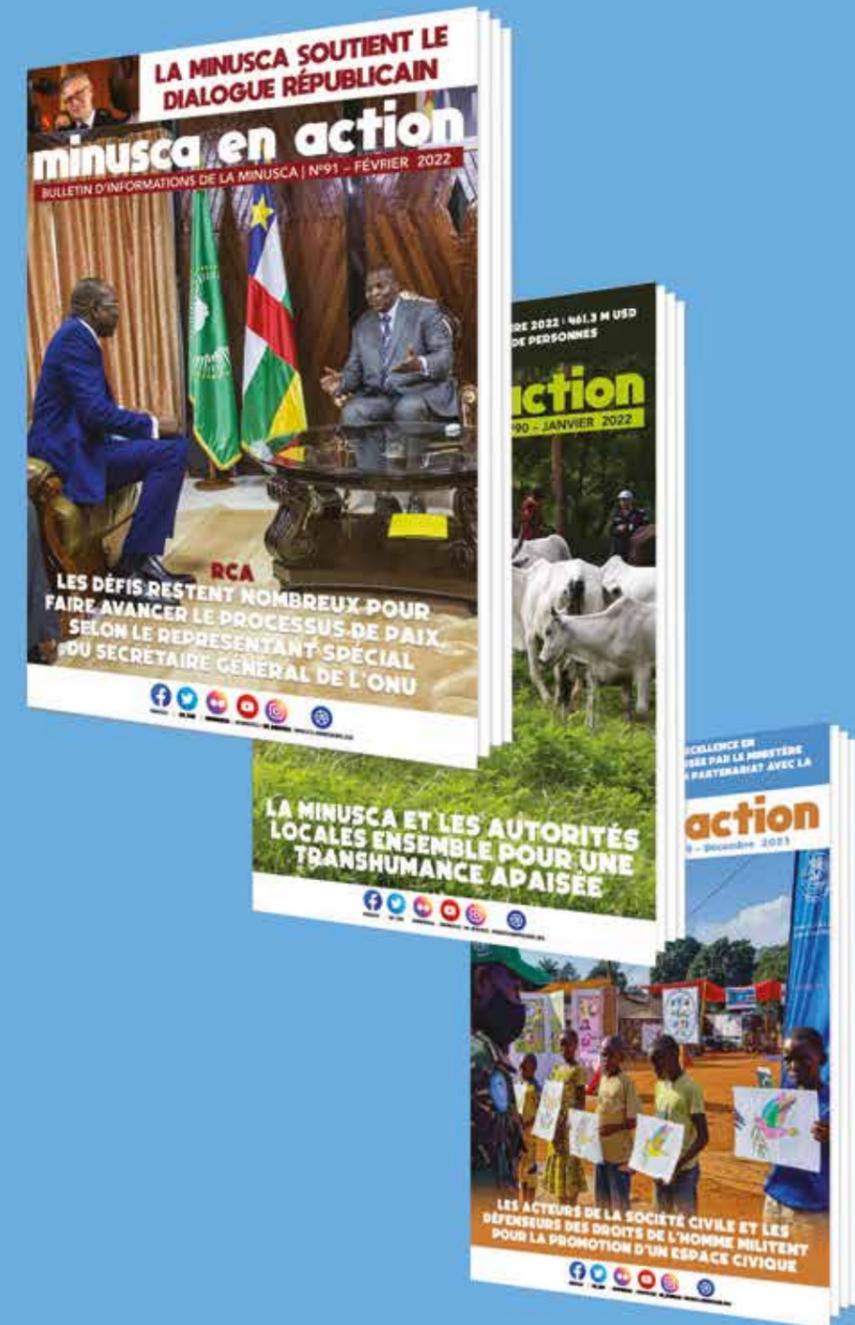
semaines, preuve qu'il y a un réel impact des actions de nos unités. Que les populations continuent de nous faire confiance et de collaborer car c'est pour leur sécurité que nous sommes là », a-t-il renchérit lors d'un entretien.

En rappel, l'opération, « Zia siriri ni Akomandé » (laissez régner la paix), n'est pas la première du genre. Du 20 décembre 2021 au 30 janvier 2022, la Force de la MINUSCA avait lancé une opération similaire dans le centre du pays, dans la zone de Bambari et Alindao, pour déloger les groupes armés qui y sévissaient.

minusca en action

BULLETIN MENSUEL D'INFORMATIONS DE LA MINUSCA

Choisissez d'être bien informé(e) sur les activités de la MINUSCA et accédez à tous les articles en illimité



POUR EN SAVOIR D'AVANTAGE

<https://minusca.unmissions.org/>

minuscafocus

BULLETIN MENSUEL D'INFORMATIONS DE LA MINUSCA

*Choisissez d'être bien informé(e)
sur les activités de la MINUSCA et
accédez à tous les articles en illimité*



POUR EN SAVOIR D'AVANTAGE

<https://minusca.unmissions.org/>